

nistratifs, etc. Toutes ces tentatives jusqu'à présent modestes ont un sens bien précis : faire admettre la rationalité capitaliste là où jusqu'à présent elle ne s'exerçait pas ouvertement. C'est d'ailleurs une tendance générale affirmée hautement par le pouvoir : il faut rentabiliser les services publics parce qu'ils n'étaient pas ou plus rentables...

La bourgeoisie ne peut plus tolérer des investissements non rentables ; il lui faut introduire la logique du profit dans l'enseignement.

2. — LA RENTABILITE HUMAINE

De même, la bourgeoisie ne peut plus tolérer les ratés du système, pour ceci elle tente depuis plusieurs années de mettre en place un système d'orientation impératif qui lui permettra d'éviter des déchets trop importants et les qualifications superflues. Citons entre autres : les classes dites pratiques et de transition qui touchent parfois 40% des élèves dans certains établissements, la création du cycle court dans les C.E.S., l'orientation impérative au niveau de la troisième, les tentatives de sélection à l'entrée de l'enseignement supérieur (médecine). Toutes ces mesures ont un sens : sélectionner la main-d'œuvre indispensable à tous les niveaux et pousser le reste vers la production.

Par l'orientation et la sélection, la bourgeoisie tente à tous les niveaux de former aux moindres frais sa main-d'œuvre indispensable.

3. — LA MAIN-MISE DU PATRONAT

Qui, mieux que le patronat lui-même, pourrait juger de ce qui lui est utile ? C'est le sens des diverses mesures qui tendent à un **contrôle direct** du patronat sur l'enseignement (technique et scientifique dans un premier temps). Certes dans les C.E.T., les lycées techniques, certaines grandes écoles, les liens avec l'industrie étaient déjà étroits, mais ils vont être renforcés ; l'adaptation nécessaire entre l'université et l'économie défendue par la bourgeoisie se traduit concrètement par la présence de délégués du patronat dans les instances dirigeantes : conseil national de l'enseignement où entrent pour un tiers des « personnalités extérieures représentant les grands intérêts nationaux » et jusque dans les conseils d'administration du secondaire. Depuis longtemps déjà certains diplômes, depuis le C.A.P. jusqu'au diplôme d'ingénieur étaient soumis au contrôle du patronat local ou national ; il est vraisemblable que cette « participation » va s'accroître.

L'adaptation de l'université à l'économie capitaliste, c'est la soumission de l'école aux intérêts patronaux.

4. — LE DEMANTELEMENT DE L'EDUCATION NATIONALE

La conséquence logique de ces tentatives de rentabilisation et d'adaptation de l'école aux intérêts du patronat c'est le démantèlement de l'éducation nationale, par la création dans le supérieur d'universités autonomes, soumises au patronat local, dans le secondaire par l'extension de la formation maison dans certains C.E.T., la création des S.E.P. visaient déjà à enlever à l'éducation nationale la formation professionnelle élémentaire pour la confier au patronat local. De même, le passage de l'enseignement agricole au ministère de l'agriculture, de la F.P.A. au ministère du Travail vise à morceler toutes les structures de formation pour les adapter aux besoins du patronat.

L'adaptation de l'enseignement à l'économie capitaliste exige le démantèlement de l'Éducation nationale.

5. — L'IDEOLOGIE DE LA « NOUVELLE SOCIETE »

Afin de faire passer en douceur toutes ces mesures qui frappent durement les enseignants et les enseignés, la bourgeoisie a recours à une pommade idéologique : la mentalité industrielle, l'esprit d'entreprise, etc. Citons le rapport Montjoie-Ortoli : « La mission industrielle de l'appareil éducatif, bien loin de se réduire à la formation et, éventuellement au recyclage des cadres, concerne en fait l'ensemble de la nation, car c'est la société toute entière qu'il s'agit de